



N° 241 Mai 2009

VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

FRANÇAIS TOUJOURS ET FIER DE L'ÊTRE

par **Michèle ALLIOT MARIE**,

ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Intervention lors de la XIX^{ème} convention nationale du MIL - février 2009

Chers amis, j'ai l'impression de rajeunir chaque fois que je vous vois. On se retrouve régulièrement et honnêtement c'est toujours un véritable plaisir. Nous partageons tellement de choses en commun que j'ai souvent l'impression de me retrouver en famille, une famille tonique et une famille qui a envie de se battre et je crois que finalement ce qui nous réunit c'est ça : c'est le plaisir d'être ensemble, c'est le plaisir d'être réuni autour des choses auxquelles nous croyons. Ces rendez-vous du MIL c'est l'occasion de réaffirmer quelles sont les valeurs, quels sont les principes qui nous font vivre, qui nous font agir, qui nous font nous battre chaque fois qu'il y a des élections, qui nous font aussi, chaque jour, nous bagarrer pour essayer de transmettre à d'autres, pour essayer de transmettre aussi aux plus jeunes cette croyance dans la grandeur de la France, cette croyance dans la grandeur de l'homme, cet appel au courage, cet appel à agir à ne jamais baisser les bras. Oui je crois que c'est ça qui nous fait vibrer et c'est ça qui nous fait être heureux d'être français. Aujourd'hui nous sommes rassemblés derrière le Président de la République, et rassemblés derrière lui nous essayons de contribuer, ensemble, à faire vivre un grand mouvement qui est celui de l'UMP mais un mouvement qui va même au delà de l'UMP. Un mouvement qui puisse rassembler tous les Français dans une volonté d'agir en commun en étant appuyés sur nos idées, sur nos principes, sur nos valeurs. Je crois que ce qui nous fait vibrer, ce qui nous fait aimer être ensemble c'est finalement le fait que nous avons tous envie d'affirmer haut et fort que nous sommes fiers de la France et que nous sommes fiers d'être français. Vous avez choisi ce thème pour votre convention nationale : «Français toujours et fier de l'être». Je crois que c'est aussi une bouffée d'oxygène pour chacun d'entre nous. Parce que franchement quand on écoute le matin les radios comme je le fais, en général j'en prends une à 6h00 et une autre à 6h30, j'en prends une troisième à 7h00, et je me dis

est-ce que c'est ça la France ? Est-ce que c'est ça notre avenir ? Est-ce que c'est ce défaitisme total ou est-ce qu'il n'y a pas autre chose dans notre pays ? Moi je crois d'ailleurs que cela ne correspond pas à ce



que pensent profondément les Français. Vous savez j'essaye encore, malgré la charge de fonction de ministre de l'Intérieur, d'aller au moins une semaine sur deux à Saint-Jean-de-Luz. De descendre le samedi après-midi, le dimanche matin voir mes concitoyens, je suis toujours élue là-bas, j'exerce toujours des fonctions. Et chaque fois que j'arrive là-bas je retrouve des personnes qui ne ressemblent pas à ce que disent la radio et la télévision. Des gens qui sont fiers d'être français, qui ont le sentiment d'appartenir à une grande Nation, qui sont fiers d'assumer l'héritage de notre identité, de notre identité provinciale mais aussi de notre identité nationale, qui ont envie de partager une même ambition pour nos villes, pour nos départements, pour nos régions, pour notre pays. Et je crois que ce n'est pas du chauvinisme d'être fier d'être français. Je pense qu'au fond ce qu'il y a en chacun de ceux que je rencontre, il y a l'amour de la France et je crois qu'être fier d'être français c'est d'abord avoir l'amour de la France et c'est cela qui nous réunit, nous aimons la

France, nous l'aimons réellement, profondément je dirais presque charnellement. Nous aimons la France dans sa diversité, nous aimons la France des villes comme la France des campagnes. C'est cela qui nous unit. Nous aimons tout notre pays et nous aimons le peuple français, la nation française, nous aimons sa culture, nous aimons sa langue. Nous aimons même parfois ses contradictions. Nous aimons notre histoire, toute notre histoire et je crois que nous en sommes fiers et nous la revendiquons, que ce soit l'histoire des rois de France qui ont fait notre pays, que ce soit celle de Charlemagne, que ce soit celle de Charles de Gaulle. Nous aimons notre langue, celle de Molière comme de Racine et de Bossuet bien-sûr mais aussi celle de tous les jours y compris nos patois, les parlés locaux, la langue d'Oil et la langue d'Oc et même certaines déformations qui après tout faisaient le charme du français ancien. Et je crois qu'à l'heure de la mondialisation, à l'heure d'un rythme qui engendre le stress, à l'heure de la mal-bouffe, nous aimons, nous, l'art de vivre à la française : la richesse de notre gastronomie, la saveur de nos terroirs et aussi d'ailleurs le mauvais caractère des Français parce que cela en fait partie. Oui, je crois que c'est cette France là que nous aimons, celle avec son histoire, sa diversité, ses contradictions parfois, mais une France à laquelle nous sommes profondément attachés parce que nous lui devons l'honneur d'être les héritiers d'une terre sans pareil dans le monde, qui a été bâtie par ceux qui nous ont précédé grâce à leur courage, grâce au sang qu'ils ont su verser. Grâce à leur génie aussi.

La France ce n'est pas une abstraction statistique, ce n'est pas une petite partie du monde. Ce ne sont pas quelques chiffres de PIB ou de richesse nationale. Je crois que la France, au contraire, c'est un pays bien réel peuplé de Français qui sont fait de chair et de sang, qui ont des aspirations et qui ont envie qu'on les emmène vers le futur. Qu'on ne leur dise pas «tout va mal» mais qu'on

leur dise vers quoi on veut les amener, comment on veut les y amener et qu'est-ce que l'on attend de chacun d'eux. L'honneur, la grandeur de la politique, son caractère passionnant aussi c'est de savoir entraîner les hommes et les femmes vers un devenir qui soit à la fois ancré dans notre histoire mais qui soit aussi porteur de cette envie de vivre ensemble, porteur d'un espoir pour nos enfants. C'est cela que ne comprennent pas ceux qui ne veulent voir notre pays qu'à travers des chiffres, des statistiques boursières. Ils ne voient pas que ce qui fait notre force c'est une volonté de vivre ensemble, de partager un destin commun par-delà les différences, par-delà les divergences, par-delà les difficultés. Nous avons un pacte républicain qui nous unit, qui permet à chacun de vivre dans un ensemble où il est reconnu, où il doit être reconnu. Et finalement ce qui s'affronte aujourd'hui c'est cette conception là de la réalité de la France, de la réalité du pays, de ce que nous voulons constituer et d'autre part une vision où les hommes sont des nombres, des chiffres, des pions dans un ensemble qui nous dépasserait et où nous n'aurions pas notre mot à dire. La crise, aujourd'hui, est en train de nous démontrer justement que ceux qui ont pensé que seules des statistiques, que seuls des mécanismes financiers, que seules des procédures allaient diriger le monde se trompent et que finalement la vérité elle est dans les hommes et les femmes. Parce que ce sont eux qui représentent la vie, qui représentent la force, ce sont eux qui imposeront aussi le modèle à partir duquel nous allons construire demain l'avenir, l'avenir pour nous mais également l'avenir pour le monde. Mais pour cela il faut que nous soyons unis. Et nous gaullistes nous savons bien que la France n'est jamais si forte, qu'elle n'est jamais si grande, qu'elle n'est jamais tellement capable de montrer un modèle dans le monde que quand elle est unie. Il est indispensable qu'au delà de tous ceux qui veulent nous diviser, qui veulent diviser les Français des villes et des campagnes, qui veulent diviser ceux qui dirigent les entreprises et ceux qui y travaillent, qui veulent diviser ceux qui sont d'une origine implantée dans le territoire national et ceux qui viennent d'ailleurs, et bien ce qu'il faut c'est leur dire non parce que ce que nous voulons nous c'est que la France soit forte et que donc tous aient envie de partager ensemble la même action, la même volonté qui nous permette de créer ce débat, qui nous permette de créer ce destin commun. Nous croyons dans ce qui nous rassemble, nous rejetons et nous devons rejeter toutes les divisions du communautarisme ou de l'individualisme. Et pour rejeter le communautarisme, pour rejeter l'individualisme, il n'y a qu'une seule solution c'est d'entraîner l'adhésion à ce qui nous rassemble, c'est-à-dire à la France. C'est dans l'amour de la France que l'on peut puiser la volonté de donner le meilleur de soi. Cela est valable

pour chacun. Et c'est ainsi que nous pouvons former de hautes ambitions pour notre pays et surtout réaliser ces ambitions. Parce qu'assumer nos ambitions pour la France et pour le monde du 21^{ème} siècle c'est aussi cela la fierté d'être français. C'est l'ambition d'une France forte face à la mondialisation, une France forte dans la tempête économique que nous voyons actuellement. La crise économique c'est une réalité pour la France comme pour nos partenaires et il n'est pas question de la nier. Mais il ne faut jamais oublier qu'une crise cela peut-être aussi une formidable opportunité parce qu'elle rebat les cartes. Une crise cela permet à ceux qui ont le plus de convictions, à ceux qui ont une vision de faire dominer ce que sont leurs principes et ce que sont leurs idées. Dans cette crise n'oublions jamais que la France a des atouts parce qu'elle a toujours joué l'excellence.

Pourquoi est-ce que nous aurions à rougir d'être fier d'être français, d'être fiers de ce que nous sommes ? Non, je pense que nous avons toutes les raisons d'être fiers de notre pays et de se dire que nous avons toujours, au cours des siècles, recherché à être les meilleurs. Et nous y avons réussi. N'oublions jamais que ce qui fait que notre pays a peut-être de meilleurs chances que d'autres de résister à la crise et de sortir plus vite de la crise : c'est justement cette excellence. L'excellence agricole, avoir comme en France une agriculture forte, une agriculture de qualité, une agriculture capable de nourrir notre population et également au-delà de notre population, des populations dans d'autres pays du monde. C'est un atout et c'est une force politique autant qu'économique considérable. Le monde va avoir de plus en plus besoin de nourrir ces populations puisque la population augmente et il y a de moins en moins de terres cultivables, il y a de moins en moins d'eau et nous, nous avons la chance d'avoir une agriculture forte et de qualité. Mais l'excellence c'est aussi notre excellence industrielle et n'oublions jamais l'aéronautique, le secteur spatial, la communication, les nanotechnologies dans lesquelles nous sommes à la pointe de ce qui se fait. Et cela ce sont effectivement les industries de demain. Dans la crise actuelle ce sont celles qui résistent le mieux. C'est l'excellence énergétique aussi, nous sommes dans une période où chacun s'interroge sur le devenir de l'énergie dans le monde, et grâce au général de Gaulle, avec le nucléaire, nous avons la clé non seulement de notre indépendance énergétique mais également notre capacité à alimenter les pays voisins. Quand je vois qu'ils y en a encore qui essayent de protester contre le nucléaire, c'est de la folie furieuse.

Nous avons des atouts. Le problème, quand un pays a des atouts, c'est de savoir

comment ils sont utilisés. Face à la crise, nous avons bien vu l'importance qu'il y a d'avoir un exécutif fort qui sache dire où on va et comment on y va. L'attitude du président de la République et du gouvernement face à la crise n'a pas été de dire «oh ! là, là c'est terrible et attendons de voir ce qui va se passer». Des choix qui ont été faits. Des choix d'action pour tout de suite intervenir et pour tout de suite faire en sorte que notre pays s'en sorte. En sauvant le système bancaire français et d'une certaine façon européen mais d'abord français, nous avons préservé d'abord l'épargne des Français. Si on avait laissé faire comme cela s'est passé aux Etats-Unis, comme cela a failli se passer dans le monde anglo-saxon, si on n'avait pas sauvé les banques, qu'est-ce qui se serait passé ? Les gens se seraient dit «est-ce que mon épargne va être protégée ?». Ils se seraient tous précipités pour retirer leurs économies et là vous êtes sûrs que tout le système bancaire s'effondre. En donnant la garantie de l'Etat, nous avons préservé l'épargne des Français. Et en préservant l'épargne des Français nous avons préservé le financement de nos entreprises parce que, ne l'oublions jamais, c'est aussi par le biais des sommes qui sont déposées dans les banques que les banques prêtent aux entreprises. En sauvant les entreprises nous sauvons l'emploi. C'est bien cela le choix qui a été fait. Le plan de relance voulu par le président de la République et présenté par le Premier ministre nous permet de dynamiser l'investissement c'est-à-dire de conserver pour les entreprises voire de développer l'emploi.

C'est cela notre ambition d'une France qui est forte. Mais notre ambition c'est aussi celle d'une France qui est entendue sur la scène internationale. Pour être entendu sur la scène internationale, il faut être fort. Mais il faut une volonté. Dans un monde qui est déchiré par des guerres, par des rivalités ethniques, qui est menacé par le terrorisme, qui est fragilisé aujourd'hui par la crise économique et par des mécanismes financiers erratiques, la France est effectivement l'une des rares puissances à avoir à la fois la force de s'exprimer mais aussi et surtout une véritable vision des équilibres du monde, une perspective du monde et une capacité à se faire comprendre. Quels sont les pays et les grands pays qui ont une vision de ce que doit être l'équilibre du monde ? L'unilatéralisme, le multi-latéralisme, la toute puissance d'un pays, l'équilibre entre le nord et le sud, quels sont les pays qui s'en préoccupent ? Les Etats-Unis avec une vision assez particulière qui consiste à dire que les Etats-Unis étant, aujourd'hui en tous les cas, la puissance la plus importante du monde sur le plan militaire comme sur le plan économique, et bien elle a vocation à diriger le monde. Ce n'est pas notre conception d'autant que cette direction du monde c'est

aussi une certaine uniformisation du monde. Autrefois, vous aviez l'URSS qui avait une vision d'un monde complètement étatisé, elle n'existe plus et la Russie aujourd'hui n'a plus une vision du monde. Elle a une vision de ce qu'elle est, elle cherche à se reconstituer une force. Mais elle ne se préoccupe pas de ce que sont et de ce que vont devenir les autres pays du monde. La Chine essaye d'étendre sa puissance mais essaye essentiellement de récupérer ce qu'elle n'a pas c'est-à-dire des ressources énergétiques pour permettre son propre développement. Mais elle n'a pas non plus une vision de l'équilibre nord-sud. Et si elle soutient un certain nombre de pays notamment en Afrique, si elle essaye d'avoir une certaine influence, c'est pour renforcer sa propre capacité d'agir. Ce n'est pas avec la vision d'un monde qui soit équilibré, qui soit apaisé, qui permette de faire baisser un certain nombre de tensions. Même la Grande-Bretagne a renoncé à cette vision avec la fin de son empire. Aujourd'hui vous n'avez guère que la France qui avec les Etats-Unis a une véritable vision du monde, une vision qui l'amène à agir.

La présidence française de Nicolas Sarkozy de l'Union européenne, en montrant qu'il y avait un véritable leadership de l'Europe qui donnait à l'Europe la possibilité d'agir, a marqué le retour de la France totalement au cœur de l'action de l'Europe mais a marqué aussi le retour de la France dans le monde entier. Ce que nous avons fait pendant la présidence française de l'Union européenne a souligné une nouvelle fois que le monde avait besoin de la France, de son respect des peuples, de sa vision de ce que doivent être les relations entre les uns et les autres. Face à la crise géorgienne, la présidence de Nicolas Sarkozy a permis à l'Europe de parler d'une seule voix. C'est la première fois depuis longtemps car, souvenez-vous de ce qui s'était passé lors du conflit dans l'ex-Yougoslavie : l'Europe avait été incapable d'intervenir. Ce sont les Etats-Unis qui sont venus régler la crise yougoslave et pas l'Europe. Et bien là l'Europe a parlé par la voix de Nicolas Sarkozy et sur un seul thème. Et face à la crise financière c'est la même chose. Les journaux ont insisté sur tel ou tel tiraillement entre Nicolas Sarkozy et madame Merkel ou les relations avec Gordon Brown, mais au total, si vous regardez bien ce qui s'est passé dans le sommet du G20, cela a été là une position européenne guidée par la France. Face à la crise de Gaza nous avons vu de nouveau le Président de la République prendre l'initiative sans attendre, avec beaucoup de scepticisme de la part des uns et des autres. Mais cette attitude a montré tout ce que nous avons à gagner d'un leadership affirmé, d'un fonctionnement clarifié, d'une ambition assumée, celle d'une France qui se veut une

puissance qui compte dans un monde en mouvement.

C'est vrai, nous avons l'ambition d'une France forte, nous avons l'ambition d'une France qui compte dans le monde, nous avons l'ambition aussi d'une France unie, solidaire, humaine face aux défis du XXIème siècle. Je sais que c'est une conviction que nous partageons tous, la politique n'a de sens que si elle est faite pour l'homme, que si l'homme est au cœur de toutes les décisions, de toutes les finalités de la politique menée. La mondialisation isole l'individu. Ses excès spéculatifs, nous l'avons vu, ignorent les hommes, méprisent les règles, suscitent finalement une attente désespérée de reconnaissance des personnes. La mondialisation, c'est un fait, elle existe, nous devons faire avec. Mais le problème est de savoir qu'est-ce que nous en faisons et la crise est une occasion non seulement de nous interroger mais également d'agir. Et surtout, ce qui moi me paraît essentiel, c'est que face à la mondialisation les gens se sentent perdus. Ils ont l'impression que quand on était dans le cadre de notre pays, les règles on les contrôlait plus ou moins. On les contrôle parce qu'on sait qui on élit, on regarde ce que font ceux qu'on a délégués pour diriger le pays. On les secoue quand on n'est pas content, on râle, on descend dans la rue mais on a le sentiment qu'on a quand même la possibilité de s'exprimer. Quand il s'agit de la mondialisation, on se demande qui gouverne ? Qui est responsable ? Qu'est-ce qui se passe ? Et je crois que c'est pour cela que les gens sont perdus dans un premier temps face à la mondialisation. Ils ont le sentiment de ne plus exister. Je pense que cela explique beaucoup de réactions. Il y a un besoin de s'enraciner, un besoin de retrouver ses bases. Il y a parfois des révoltes, des révoltes désespérées contre la mondialisation, c'est se battre contre des moulins à vent. Il faut redonner un sens à la mondialisation. Elle existe mais elle ne peut pas exister sans règles, il faut faire ces règles. Mais quand on fait ces règles on doit avoir toujours et avant tout l'idée qu'on fait ces règles pour que l'homme ou la femme soit respecté. Il faut voir si effectivement les règles sont faites non pas pour des banques, pour des entreprises mais à chaque fois pour des salariés, pour des retraités, pour des gens qui épargnent, pour des hommes et pour des femmes.

Nous qui croyons dans la dignité de l'homme, dans la richesse de l'individu, dans ses mérites, dans ses talents, nous devons participer à faire en sorte que toutes les règles qui vont être émises pour pouvoir moraliser les transactions financières, pour pouvoir suivre les déplacements de capitaux, qui ont fait chuter tellement d'entreprises et créer tellement de chômeurs, pour que tout ceci soit transformé comme le souhaite le

Président de la République avec comme idée que ce qui compte c'est l'homme derrière les emplois des entreprises, c'est le retraité ou l'épargnant derrière les règles sur la moralisation des circuits financiers. C'est ce qui doit être mis en avant. Finalement, contrairement à des socialistes qui en prônant l'assistantat ne font finalement que conforter la déshumanisation, nous ce que nous croyons c'est en l'effort dans la participation qui est la reconnaissance de cet effort et de ce rôle que chaque individu a dans la création de richesses. Nous croyons en la responsabilité qui est aussi la reconnaissance de la place de la dignité de l'homme. Nous croyons dans la reconnaissance de chacun des individus. Nous croyons que l'Etat est le garant de cette reconnaissance, de ses règles et de son bon fonctionnement. Oui contrairement à d'autres, nous, nous croyons en l'Etat. Au cours des années qui viennent de s'écouler, on a trop pensé que le libéralisme c'est-à-dire le simple jeu des mécanismes pouvait tout régler et que ce qu'il convenait c'était de laisser une totale liberté et que finalement le système allait s'autoréguler tout seul. Nous ne l'avons jamais pensé mais aujourd'hui nous avons la démonstration que c'est nous qui avons raison. D'ailleurs les mêmes qui prônaient la totale liberté et la disparition de l'Etat sont les premiers à se tourner vers l'Etat dès qu'il y a une crise qui arrive. Et bien cela il faut aussi savoir en tirer les leçons. Oui je crois, nous croyons à un Etat qui sache guider sans être dirigiste. Le rôle de l'Etat c'est de dire vers quoi on va, c'est de montrer la direction. Ce n'est pas de rentrer dans le détail de l'action quotidienne, il faut un Etat qui sache agir sans être interventionniste. Agir c'est ce qu'on a fait sur les banques en les garantissant, être interventionniste cela voudrait dire que nous fixons nous-mêmes pour chaque banque par exemple le taux de ses prêts. Ce n'est pas cela notre rôle. Nous voulons un Etat qui garantisse sans vouloir gérer à la place des entreprises ou à la place des collectivités. Parce que l'Etat c'est le garant de l'intérêt général, c'est le garant des équilibres fondamentaux dans le pays et donc à ce titre il doit totalement assumer son rôle mais un rôle de stratège et non pas un rôle de boutiquier.

Un rôle de stratège pourquoi ? Parce que seul l'Etat a la possibilité de se projeter suffisamment loin pour avoir une vision de l'avenir, pour intervenir sur dix, vingt, cinquante ans. Décider de créer une centrale nucléaire, ce n'est pas une entreprise qui peut le faire. C'est bien l'Etat dans une vision qui se projette à cinquante ans. Décider de construire un porte-avion ou tel ou tel équipement, cela se prépare sur vingt ans et cela durera trente-cinq ans. C'est cela le rôle de l'Etat. Seul l'Etat a la possibilité d'avoir le temps pour lui, et seul il a aussi la légitimité pour dépasser les intérêts particuliers. Ce

que nous apprend cette crise, c'est que les égoïsmes qui souvent sont le reflet des intérêts particuliers ne permettent pas, ni de régler les crises, ni d'assurer l'unité nationale ni de garantir la force nécessaire quand il y a des problèmes ou des crises d'ampleur. C'est pour cela que l'Etat est aujourd'hui pleinement mobilisé pour relancer l'économie de l'Etat, c'est pourquoi nous avons fait le choix de soutenir l'investissement plutôt que la consommation. Il est évident que le choix de chacun serait sans doute plutôt la consommation mais quand l'Etat fait le choix de l'investissement il voit plus loin que le seul intérêt immédiat et personnel. Et il garantit mieux l'intérêt général que ne le feraient d'autres choix. C'est pour cela que nous voulons réaffirmer l'autorité de l'Etat et c'est d'autant plus indispensable, ne vous faites aucune illusion, que nous sommes à l'heure où l'ultra-gauche voudrait remettre en cause l'autorité et le pouvoir de l'Etat. Nous avons aujourd'hui un véritable problème de menace sur l'autorité de l'Etat et il est probable que nous ne sommes qu'au départ de ces soucis. L'effondrement du parti communiste et des partis de gauche d'une façon générale entraîne automatiquement, et il y a un certain nombre d'historiens dans la salle qui le savent bien, la résurgence de groupuscules très radicaux et souvent violents. Nous sommes aujourd'hui en Europe dans cette phase. Ce qui se passe en Grèce, ce qui se prépare en Allemagne, en Italie ou en Belgique, ce que nous commençons à voir surgir en France c'est cela. Ce sont des groupes qui contestent l'autorité, qui contestent l'Etat et qui veulent attaquer non seulement les symboles mais aussi les moyens de fonctionnement de l'Etat. Et cette

opposition à l'autorité de l'Etat apparaît d'autant plus que l'Etat dans la crise est en train de resurgir. Nous devons y veiller, nous devons être très attentifs. On a connu cela dans les années 70 et 80, nous pouvons très bien connaître de nouveau ces phénomènes allant éventuellement jusqu'à la violence dans les mois et dans les années qui viennent. Que nous ayons arrêté au mois de décembre 2007, au mois de février 2008, des gens se réclamant des groupes anarchistes ou autonomes avec sur eux des explosifs en même temps que leurs tracts c'est aussi un signe. Vous avez un rôle à jouer, un rôle pour expliquer, pour convaincre, pour créer de la part de l'opinion publique un rejet de ces groupes. Alors utilisez le fait qu'aujourd'hui les gens, peut-être plus qu'avant, se rendent compte de l'utilité de l'Etat, du besoin de l'Etat. Par conséquent ils sont peut-être mieux disposés à condition d'y croire, à isoler et à lutter contre ceux qui attaqueraient l'Etat. Je dis bien à condition d'y croire. Parce que le problème c'est qu'en dehors de ces groupes vous avez également toute une nébuleuse, je dirais de gauche bien pensante, qui a tendance à dire que du moment qu'il s'agit de gauche même s'il s'agit de l'ultra, cela ne peut pas être condamné. Faisons très attention à cela. Les brigades rouges, la bande à Baader, action directe, tous ceux-ci sont des groupes d'ultras qui parfois sont allés jusqu'à la violence contre l'Etat. Si nous voulons garantir l'unité de la nation, si nous voulons garantir cette envie de vivre ensemble, nous devons préserver la tolérance, l'ouverture et l'envie de partager un destin commun. Notre fierté d'être français doit être partagée par tous à travers ces valeurs et à travers également

un Etat dont l'autorité soit sereine mais dont l'autorité soit ferme quand nous en avons besoin.

Oui, chers amis, nous sommes fiers d'être français. C'est une fierté constructive faite de générosité et d'ambition pour notre pays. Cette fierté vous n'avez jamais cessé, je le sais, de la porter dans tous les combats et notamment dans les combats électoraux. Mais je vous le dis, cette fierté nous devons aussi la porter au quotidien parce que c'est comme cela et aujourd'hui sans doute plus que jamais que nous ferons gagner notre pays dans la bataille de la modernité, dans la bataille de l'équilibre du monde qui est en train de se jouer aujourd'hui.

Ensemble avec vous, avec votre disponibilité, avec votre fantastique volonté nous sommes à même d'agir dans tous les domaines.

Nous avons un but, c'est que la France soit forte et puisse servir de leadership. Nous avons un moyen, ce sont les Français et les élections. Vous avez donc une mission, celle de convaincre, celle de faire remuer les gens, celle de leur redonner confiance, celle de leur dire qu'ils sont les maîtres de leur destin et que finalement c'est à eux non pas de baisser les bras mais au contraire d'agir et d'agir ensemble parce que là nous sommes plus forts. Oui je crois que finalement vous avez une mission, c'est de transmettre aux Français ce que vous avez, ce que nous avons en chacun d'entre nous : la fierté d'être français, la fierté de la France.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel @.....
 Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 €
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur : 15 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
 Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE